

d'instaurer un gouvernement autonome en Guinée-Bissau; ils n'ont pas encore réussi à prendre pied dans la capitale et ne se trouvent pas en mesure d'assumer leurs obligations internationales. Dès que ce sera chose faite, nous les reconnaitrons.

GUINÉE-BISSAU—LA POSITION DU CANADA QUANT À
L'ADMISSION AU SEIN DE L'ONU

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une autre question à propos de la Guinée-Bissau au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Puisque le gouvernement est tellement désireux de venir en aide aux mouvements indépendants, le ministre peut-il nous dire quelle suite le Canada a donnée au désir manifesté par nombre d'autres pays de faire entrer la Guinée-Bissau dans le cercle des Nations Unies? Comment avons-nous voté, ou nous proposons-nous de voter, sur l'entrée de Guinée-Bissau aux Nations Unies?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, la position que nous avons prise à cet égard jusqu'ici, c'est l'abstention. Nous ne nous opposerons pas à son entrée, dès qu'elle aura acquis son indépendance et qu'elle sera dotée d'un gouvernement pouvant faire face à ses obligations internationales.

* * *

[Français]

LA MAIN-D'ŒUVRE

LE PROGRAMME D'INITIATIVES LOCALES—LA
POSSIBILITÉ D'AUGMENTER LES CRÉDITS EN VUE DE
PALLIER LE CHÔMAGE DANS L'EST DU QUÉBEC

M. Irénée Pelletier (Sherbrooke): Monsieur le président, je désire poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

Vu le taux de chômage qui demeure essentiellement le même pour la région des cantons de l'Est, le ministre pourrait-il indiquer à la Chambre s'il a l'intention d'augmenter les crédits destinés aux projets d'initiatives locales au moins au même niveau où ils étaient l'an dernier?

[Traduction]

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur aucune décision n'a encore été prise à ce sujet.

PIL—DEMANDE DE RÉEXAMEN DES CRITÈRES
D'AFFECTATION DES CRÉDITS

M. Tom Cossitt (Leeds): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. A-t-il l'intention de rajuster la répartition déjà faite ou toute répartition à venir sur une base plus équitable pour les députés de l'opposition ici plutôt que de favoriser les députés libéraux et les ministres?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je n'accepte pas la prémisse de la question. La formule de répartition a été déposée à la Chambre.

Questions orales

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LA REPRÉSENTATION DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES
EXTÉRIEURES AU SEIN DU COMITÉ CONSULTATIF
TECHNIQUE DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DU
PÉTROLE—LES PROPOS ANTÉRIEURS DU MINISTRE

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui a parlé de sa comparution devant le comité permanent des prévisions budgétaires en général. Peut-il expliquer sa déclaration du 3 décembre à ce comité où il a dit qu'il savait qui était le représentant de son ministère au comité consultatif technique de l'offre et de la demande de pétrole? De plus, peut-il préciser sa déclaration du 4 décembre à la Chambre où il a dit qu'il ne savait pas qui était le représentant de son ministère à ce comité et a refusé de le nommer?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas tout à fait certain qu'il soit conforme au Règlement de parler de ce qui s'est passé au comité, mais peut-être pourrais-je répondre à la question directement. Je sais quel est le nom du fonctionnaire. C'est une personne très compétente.

Des voix: Oh, oh!

M. Sharp: Je crois qu'il ne convient pas de faire du nom des fonctionnaires agissant au nom des ministres un sujet de discussion à la Chambre des communes. On devrait adresser ses questions aux ministres.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La présidence accordera la parole au député de York-Simcoe pour une question supplémentaire et, ensuite, au député de Simcoe-Nord.

LA REPRÉSENTATION DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES
EXTÉRIEURES AU SEIN DU COMITÉ CONSULTATIF
TECHNIQUE

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Le ministre peut-il affirmer de façon catégorique que M. A. E. Ritchie, sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, est le représentant du ministère nommé pour faire partie du comité consultatif technique et, si tel est le cas, peut-il également nous indiquer combien de fois ce représentant a assisté aux réunions du comité et de quelle façon M. Ritchie a fait rapport au ministre?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, à mon avis, cette question pourrait être inscrite au *Feuilleton*, mais je pense qu'il est souhaitable d'éclaircir la situation. M. Ritchie n'a assisté à aucune des réunions du comité. Il a nommé un spécialiste des questions du Moyen-Orient qui a assisté aux réunions du comité en qualité de conseiller sur la situation au Moyen-Orient.

* * *

LA SANTÉ

L'APPROVISIONNEMENT EN SULFATE D'HYDRAZINE POUR
LE TRAITEMENT DU CANCER ET LA RECHERCHE

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social au sujet des premiers